



Union of European Federalists
Union Europäischer Föderalisten
Union des Fédéralistes Européens

Proposition de motion d'orientation

UEF France 2025 - 2027

*Adoptée à l'unanimité
lors de l'Assemblée générale du 4 octobre 2025*

Un monde en mutation

Le déclenchement de la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine le 22 février 2024 a bouleversé le sentiment de paix des Européens. Nous avons alors (re)pris conscience que notre grand voisin de l'Est poursuivait ses ambitions impériales, en opposition radicale avec les valeurs et les principes portés par l'intégration européenne.

L'élection de Donald Trump le 5 novembre 2024 puis son arrivée au pouvoir en janvier 2025, ont plongé l'ensemble des équilibres géopolitiques et économiques dans l'incertitude. Depuis, les décisions, hypercentralisées, prises par décret présidentiel, remettent en cause les positions historiques des Etats-Unis ainsi que les équilibres mondiaux : arrêt des financements de l'aide humanitaire et de l'aide au développement, des financements des agences onusiennes, chantage puis instauration de droits de douane, suspension du soutien à l'Ukraine, soutien inconditionnel à l'extrême-droite au pouvoir en Israël et à des partis d'extrême droite en Europe, etc.

Dans ce clair-obscur d'où surgissent les monstres, l'ordre international issu de la fin de la Seconde Guerre mondiale et de la décolonisation est remis en cause. Des États membres de la Cour pénale internationale se permettent d'accueillir des personnalités sous mandat d'arrêt, d'autres de bombarder leur voisin au mépris absolu du droit international.

La montée des national-populismes est observée partout sur la planète. L'Europe et la France n'y échappent pas, comme le montre le résultat des élections européennes de juin 2024. La coalition du centre-droit au centre-gauche, qui porte l'intégration européenne au Parlement européen, est fragilisée, avec un Parti populaire européen qui n'hésite plus à trouver des majorités avec les droites nationalistes et extrêmes. La proposition de budget pluriannuel de la Commission européenne témoigne d'une renationalisation des politiques communes, réduisant l'Union à un simple tiroir-caisse, permettant à chaque Etat de mettre en œuvre à sa guise les politiques publiques.

Dans ce contexte, la France tourne au ralenti depuis la dissolution de l'Assemblée nationale du 9 juin 2024. Sa tripartition et sa fragmentation ne permettent pas

d'adopter de budget. Dans cette période, aucune mesure n'a été prise pour protéger notre démocratie en cas d'arrivée au pouvoir de l'extrême-droite. L'hypercentralisation française apparaît ici comme un facteur de fragilisation, car nous ne disposons pas de contre-pouvoirs capables de résister ou d'assurer la résilience de l'État de droit.

Malgré ces motifs d'inquiétude, il y a toutefois des raisons d'espérer.

Un sondage Ifop commandé par Régions et Peuples Solidaires et publié en août 2025 dans *Le Figaro* révèle que 71% des Français sont favorables à une organisation fédérale de la France. Ceci confirme le ras-le-bol du centralisme jacobin, mais aussi l'émergence du mot « fédéral » dans le vocabulaire public, la fin d'un tabou en France vieux de plusieurs décennies voire siècles..

Un autre sondage, commandé par le Mouvement européen international en juin 2025 montre que plus de la moitié des Européens soutiennent une coopération militaire renforcée et la création d'une armée européenne. L'opinion publique comprend les enjeux actuels, les bouleversements du monde et doit être une alliée pour inciter les États à transférer une partie de leurs compétences au niveau européen, notamment en matière de défense et de relations extérieures et au niveau plus local pour d'autres compétences, en France

Le mot « fédéralisme » a désormais intégré le débat public français, notamment en matière de défense européenne. La parution de plusieurs livres d'intellectuels et d'universitaires proches de nos idées a également contribué à argumenter en faveur de la paix par le droit et du fédéralisme dans les médias et dans le débat public.

En France, des réflexions sont en cours pour permettre, d'une part, à la Corse de disposer d'une autonomie législative afin qu'elle puisse adapter les lois à son territoire, et d'autre part, à la Nouvelle-Calédonie de disposer du titre d'État (l'avenir des accords de Bougival, contestés, n'est pas fixé, mais symboliquement, des aménagements de la Constitution font partie des solutions envisagées).

Le rôle de l'UEF dans le débat public

L'Union des fédéralistes européens a été fondée en 1946 par des hommes et des femmes qui ont combattu le nazisme, le fascisme et les totalitarismes, qui ont défendu chacun et chacune à leur manière et avec les moyens à leur disposition, **les valeurs de paix, de respect des droits humains, de respect de l'autonomie de chacun**, personne, groupe culturel, corps intermédiaires.

Ces valeurs, communes à l'ensemble des fédéralistes démocrates – exclus d'emblée les dérives fascisantes ou ethno-nationalistes de certains fédéralistes, dans les milieux identitaires ou de la Nouvelle droite depuis les années 1970 –, nous devons les porter, les faire vivre, les rendre concrètes. Ainsi, la valeur de Paix est une exigence ferme pour rendre la guerre impossible¹.

Dans cette approche, nous devons également assumer que le fédéralisme revêt un **aspect systémique** : l'idée d'un fédéralisme européen entre nécessairement en résonance avec celle d'un fédéralisme à l'échelle de l'État et d'un fédéralisme mondial. Toutes ces échelles répondent de la même logique d'unité et de respect de l'autonomie de chacun.

L'Union des fédéralistes européens est et demeure l'association qui permet aux fédéralistes de se rassembler, quand bien même ils et elles se reconnaissent dans différentes écoles. Le respect, la tolérance et l'échange constructif sur nos désaccords constituent le moyen de poursuivre la construction de revendications et de priorités communes.

¹ « Qu'importe au monde moderne, il veut qu'on lui f... la paix, il accepte, pour cela, l'esclavage de la bête. Il porte dans la vie internationale le lâche abandon dont il a fait le principe de sa vie personnelle. Il renonce purement et simplement, abandonne toute protestation contre l'ordre des faits, toute défense, toute rébellion de l'esprit. » J. de Fabrègue, *Réaction*, n°6, avril 1931, p. 12

Une action de l'UEF renforcée

La section française de l'Union des fédéralistes européens a vu le nombre de ses adhérent.e.s tripler entre 2023 et 2025, notamment grâce à la possibilité d'adhérer via le site du Mouvement européen. Ceci montre un souhait de soutenir l'action de notre association par des membres d'autres structures du réseau, ce qui crée un terreau plus favorable au fédéralisme. Ceci nous permet également de diffuser nos idées plus largement.

De plus, le partenariat entre les Jeunes Européens, le Mouvement européen et l'Union des fédéralistes européens s'est renforcé au cours des deux dernières années, avec la mise en place d'une campagne commune, l'Europe pour de bon, au printemps 2024. La coopération s'est renforcée et poursuivie autour du Label Ville européenne et de l'organisation de la première édition de l'Académie Louise Weiss. Ce fonctionnement en réseau et en coopération est un soutien pour notre association et permet de travailler en complémentarité avec les autres associations.

De plus, le Conseil scientifique s'est renforcé avec l'accueil de nouveaux membres. La rédaction et la publication le 6 novembre 2024 dans Libération d'une tribune sur la nécessaire unité européenne face à l'élection de Donald Trump ont galvanisé les membres autour d'une action commune efficace.

Forte de cette expérience, la section française de l'UEF a publié dans Le Monde en janvier 2025 une tribune appelant à sortir du cadre actuel et à progresser vers l'Europe fédérale face à la mutation des équilibres géopolitiques. Cette tribune a été signée par la plupart des membres du Conseil scientifique, elle a également été largement signée par des responsables politiques, donnant ainsi une visibilité au réseau d'élus.e.s. Après sa publication, la tribune a été signée par plus de 800 personnes, bien au-delà de nos réseaux habituels, ce qui témoigne également de l'intérêt de l'opinion publique pour notre approche et notre analyse.

La mobilisation autour du Livre Blanc sur la réforme des institutions françaises, qui nous permet de nouer des relations avec des élus locaux et des universitaires, ainsi que le groupe de travail Défense et relations extérieures de l'Union européenne, contribuent également à renforcer notre crédibilité et notre réseau par la production de notes et l'organisation d'entretiens avec des élus et des spécialistes.

Enfin, la professionnalisation de la communication sur les réseaux sociaux et la régularité des newsletters participent de la diffusion de notre regard.

Les enjeux pour la poursuite de l'activité de l'UEF

Conduire une stratégie de changement d'échelle

L'association connaît un changement d'échelle passant d'une centaine d'adhérent.e.s à plus de 300. Ceci soulève des questions relatives à la recherche d'une structuration interne à même de mobiliser les adhérent.e.s et permettre à celles et ceux qui le souhaitent de s'impliquer.

Ce défi est d'autant plus grand que les sections locales sont dans une situation de grande fragilité, avec des bureaux réduits, voire inexistantes, et des activités locales très limitées, notamment en raison de la distance séparant les adhérents d'une même région administrative.

Les deux années à venir doivent être consacrées à la structuration de ce changement d'échelle. Pour cela, il est proposé de mettre en place un **groupe de travail « Mobilisation des adhérents et sections locales »** au sein du CA, qui pourra mobiliser également des personnes non membres du CA pour approfondir la stratégie d'accueil et de mobilisation des adhérent.e.s ainsi que pour envisager les modalités de soutien et de mobilisation des sections locales. Ce travail pourra donner lieu à une réflexion sur l'évolution des statuts de l'association, afin de les adapter à cette structuration, dont la réduction de la taille des territoires couverts par une section locale.

Ceci implique également de travailler la question de la formation au fédéralisme avec le souhait de développer un réseau de formateur.ices de l'UEF ayant suivi une formation dédiée.

Renforcer l'influence des idées fédéralistes

L'association s'est dotée d'un **Conseil scientifique** et d'un **réseau d'élue.e.s**. Récemment, le **groupe de travail Défense et relations extérieures de l'UE** a sollicité des experts en matière de défense qui ont montré leur intérêt pour nos propositions.

Il est proposé de mettre en place une organisation pour renforcer et développer notre prise de parole publique. L'idée serait que des membres du bureau – présidence, vice-présidence, porte-parolat – produisent régulièrement des courts textes de réaction à l'actualité, qui soient ensuite envoyés aux membres du Conseil scientifique pour être améliorés ou renforcés. Ces textes pourront ensuite donner lieu à des publications sur les réseaux sociaux ou sous d'autres formats sur le site de l'UEF. L'idée est de prendre beaucoup plus régulièrement la parole, sur de l'actualité chaude, en utilisant la grille de lecture fédéraliste, afin de la diffuser comme l'une des grilles de lecture pertinentes du monde actuel.

Ces textes pourront également être diffusés dans les lettres d'information mensuelles diffusées largement.

La publication de tribunes dans la presse sera maintenue comme un mode d'action avec un objectif d'une ou deux tribunes par an.



Union of European Federalists
Union Europäischer Föderalisten
Union des Fédéralistes Européens

Le dynamisme et la diversité des activités du Conseil scientifique sont également primordiaux, afin de renforcer la crédibilité et l'influence de l'UEF dans les milieux universitaires. Si nous avons la chance de bénéficier de l'expertise de chercheurs et de chercheuses de grande qualité, il est important de poursuivre l'élargissement de cette instance. Ses activités doivent également pouvoir se dérouler en partenariat avec des établissements de référence en matière de recherche universitaire, – universités, grandes écoles – que ce soit dans le cadre de nos diverses publications ou de conférences. Si la méconnaissance des idées fédéralistes est importante dans la population générale, elle l'est également dans les milieux universitaires. Stimuler la recherche et l'intérêt pour les idées fédéralistes passe donc également par une présence aussi importante que possible dans l'espace médiatico-scientifique.

Les années 2026 et 2027 seront marquées par les élections municipales, présidentielles et législatives. Ces échéances électorales se dérouleront dans un contexte de grands bouleversements et de guerres que les prédateurs nationalistes et populistes cherchent à nous imposer. Ces élections seront donc des moments essentiels pour défendre notre vision fédéraliste et affirmer la pertinence de notre projet en tant qu'alternative, à une époque où nous sommes confrontés à de grands défis : crise de la démocratie participative, développement des inégalités territoriales, nécessité d'une Europe et d'un monde plus solidaires.

Notre projet fédéraliste est une alternative crédible au centralisme et aux replis nationalistes en proposant une organisation des pouvoirs équilibrée et respectueuse des diversités. Les élections municipales rappellent en effet l'importance du rôle des territoires, de la proximité et de la solidarité. L'élection présidentielle, quant à elle, concentre le débat sur l'organisation institutionnelle et doit être l'occasion de remettre en question la centralisation excessive du pouvoir. Enfin, les élections législatives ouvrent la perspective d'un Parlement renforcé, véritable espace de représentation démocratique.

Dans cette perspective, notre réseau d'élus constitue un atout stratégique. Il nous permet d'expérimenter, de relayer et de mettre en pratique les principes fédéralistes sur le terrain. Ces trois élections sont donc l'occasion non seulement de réfléchir et de débattre, mais aussi de renforcer ce réseau et d'ancrer davantage le projet fédéraliste dans les réalités politiques et institutionnelles. Concrètement, il faudra constituer, après les élections municipales, un maillage des collectivités avec l'aide de nos adhérentes, qui permettra de faire grandir le réseau, d'enrichir notre projet fédéraliste, d'autant que les sondages montrent que le fédéralisme n'est plus un tabou.

Participer à l'action en réseau

L'intégration de l'UEF au sein d'un réseau participe à son influence. Il est donc primordial de continuer à mettre en place des projets en partenariat, notamment avec nos partenaires historiques : l'UEF - Europe dont nous sommes membres, le Mouvement européen - France dont nous sommes une association nationale membre, les Jeunes Européens - France, le World federalist Movement (WFM) dont nous sommes observateurs.

Plusieurs projets portent ces collaborations :

- La rénovation et la poursuite du Label Ville Européenne
- La campagne commune autour des élections municipales pour rappeler notamment le droit de vote des citoyens européens aux élections locales et au-delà, rappeler la nécessaire citoyenneté de résidence
- La perspective d'une campagne coordonnée pour les élections présidentielles
- La participation au Congrès de l'UEF - Europe et une attitude constructive pour répondre aux enjeux pour notre organisation européenne
- Le relai, auprès de nos adhérents, des actions et campagnes du WFM

Proposition de mobilisation du Conseil d'administration

Afin de soutenir l'implication des membres qui le souhaitent et de tirer parti d'un Conseil d'administration élargi à 30 membres, il est proposé de structurer le travail du CA au sein de différents groupes :

- Des groupes thématiques assurant une mission de veille sur un sujet donné, la production d'idées et de synthèses, la capacité de proposer des réactions politiques pour les réseaux sociaux, ainsi que la connaissance d'experts ou d'acteurs clés sur ces sujets :
 - Défense et relations extérieures de l'Union européenne
 - Réforme des institutions de la Vème République et démocratie locale (travail sur le Livre Blanc et sur les municipales)
 - À partir de mai 2026, Fédéralisme dans les débats présidentiels et législatifs
- Des groupes de travail organisationnels qui permettent de mobiliser plus largement sur un aspect du fonctionnement de l'association, de partager de l'information, de mettre en place des actions, en lien avec un.e référent.e du bureau
 - Mobilisation des adhérent.e.s et des sections locales
 - Organisation des jours fixes
 - Développement d'une offre de formation et d'une formation de formateur.ice.s
 - Participation aux travaux de l'UEF Europe
 - Suivi des travaux du WFM
 - Communication sur les réseaux sociaux
 - Animation et mobilisation du Conseil scientifique

Une équipe pour porter un projet commun et l'articuler avec l'ensemble de l'association

- Chloé Fabre (63), présidente
- Luc Landrot (69), Vice-Président en charge des relations européennes
- Jean-Francis Billion (24), Vice-Président, passeur de mémoire
- Françoise Diehlmann (92), Vice-Présidente, responsable du réseau d'élus
- François Laumonier (94), trésorier et porte-parole
- Hélène Trebosc (13), secrétaire générale
- France Bouchez (59), porte-parole
- Charles Nonne (67), porte-parole
- Rémi Renaudie (75), responsable du développement local et mobilisation des adhérent-e-s
- Adrien Delpiroux (75), responsable du Conseil scientifique
- Olalla Pastor Del Valle (67), responsable de la communication sur les réseaux sociaux

Le bureau pourra également faire appel à des chargé.e.s de mission pour compléter son action.